BILAN BREST 8 & 9 JANVIER 2022

NON À LA MILITARISATION DE L'EUROPE
OUI À UNE EUROPE DE PAIX

A l'occasion du sommet européen des ministres de la défense et des affaires étrangères à Brest
Le Collectif National des marches pour la paix appelle à une mobilisation citoyenne
« Pour une Europe agissant vraiment pour la Paix, le climat, le désarmement nucléaire,
la justice sociale, les droits humains et un accueil digne pour les migrants »

LE MOUVEMENT DE LA PAIX

EUROPE ET PAIX
DÉCLARATION DU MOUVEMENT DE LA PAIX

Face à la montée des tensions en Europe, l'Union Européenne doit agir résolument pour la Paix. Non à la préparation de nouvelles guerres. Non aux campagnes irresponsables et dangereuses initiées par l'Otan, les USA et leurs alliés contre la Russie et la Chine.

Le mois de décembre 2021 a montré une aggravation des tensions entre l'Otan et les USA d'une part, et la Russie d'autre part. L'encerclement de la Russie par les missiles de l'Otan, dès 2010 à travers une véritable architecture globale de défense antimissile balistique en Europe (BMDE), couvrant tous les territoires des pays européens de l'OTAN [1] n'est pas une solution pour la Paix, mais conduit à une augmentation des dépenses militaires de la Russie mais aussi des États membres de l'OTAN. Il en est de même de la campagne visant à faire de la Chine un pays menaçant alors même que les USA et l'OTAN disposent dans le Pacifique de « 21 sous-marins d'attaque et 8 SNLE (sous-marins nucléaires lanceurs d'engins dont chacun peut être porteur d'une cinquantaine d'armes nucléaires ndlr) basés essentiellement à Pearl Harbor, selon l'US Navy… et ont basé 5 de leurs 11 porte-avions en Mer de Chine » [2], conduisant la Chine à construire son troisième porte-avions.

Face à cette situation, il y a urgence à élaborer des propositions pour construire un espace européen de paix et de sécurité commune dont tous les peuples vivant en Europe ont besoin et donc à exiger que l'Union Européenne et le Président de la République Française, qui prend la présidence de l'UE le 1er janvier 2022 pour 6 mois, agissent vraiment pour la Paix, la sécurité et le désarmement, en particulier nucléaire.

Le Mouvement de la Paix a défini parmi ses objectifs prioritaires l'élimination totale des armes nucléaires, la sortie de la France de l'OTAN et la lutte pour une Europe de Paix débarrassée de la tutelle de l'OTAN et se construisant sur l'ensemble de l'espace géographique européen y compris la Russie et l'Europe orientale en référence à l'esprit de l'acte final d'Helsinki de 1975 [3]. Il a, dans ce cadre, envisagé l'organisation de séminaires à dimension européenne pour affiner des propositions en s'appuyant sur les logiques de coopération et de compréhension mutuelle qui avaient prévalu lors des accords précités de 1975, **en les adaptant à la situation internationale actuelle**.
Au vu du contexte géopolitique, le Mouvement de la Paix estime nécessaire d'accélérer **le processus d'élaboration de propositions utiles pour construire cette Europe de Paix et de coopération** en s'appuyant sur les réalisations déjà existantes ou ayant existé entre les sociétés civiles mais aussi entre les États de l'espace européen. Ces propositions doivent respecter la souveraineté des peuples et des nations, s'appuyer sur la Charte des Nations Unies, les résolutions des Nations Unies sur la culture de la Paix, les ODD, le climat, accroître les solidarités et les coopérations entre les peuples et débloquer des moyens à travers une diminution conséquente des dépenses militaires.

Le Mouvement de la Paix se réjouit qu'au plan international (ONU, appel international de Prix Nobel, appel de personnalités au plan mondial comme le Pape, etc), se développe une dynamique de plus en plus globale et mondiale en faveur de la paix, de la diminution des dépenses d'armement et pour la ratification du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN).

Il appelle dans ce contexte à multiplier les actions de pression et de plaidoyer auprès du Président de la République, des parlementaires, des élus locaux, de tous les centres de décisions en France et au plan international et plus particulièrement lors de :

- La journée internationale d'action et du rassemblement de Brest **le 9 janvier 2022** à l'occasion de la réunion de 54 ministres de l'Union Européenne (défense et affaires étrangères)
- Les journées nationales et internationales d'action autour **du 22 janvier pour la ratification du TIAN** par tous les États dont la France [4], à l'occasion du premier anniversaire de l'entrée en vigueur de ce traité.
- **La conférence d'examen du TNP** (traité de non-prolifération nucléaire) qui se tiendra à New York du 4 au 28 janvier 2022, pour que les États signataires du TNP, dont la France, respectent leurs engagements au titre de l'article 6 de ce traité
- Les actions précédant la **première réunion des États parties au TIAN qui se tiendra du 22 au 24 mars 2022** à l'Office des Nations Unies à Vienne, avec l'objectif que tous les États qui ne l'ont pas encore fait, dont la France, signent le TIAN, le ratifient ou y adhèrent dès que possible et pour le moins assistent à cette réunion en tant qu'observateurs.

L'enjeu est de mobiliser les citoyens, les opinions publiques, pour que le maximum d'États et en particulier les États membres de l'UE, et l'Union européenne en tant que telle, agissent vraiment « pour la Paix, le climat, le désarmement nucléaire, et les droits humains qui sont constitutifs des droits de « l'Homme » à la Paix ».

A quelques jours du Nouvel An, le Mouvement de la Paix rappelle avec force que les défis posés par le réchauffement climatique et la crise sanitaire montrent que **l'humanité n'a d'autres chemins pour son avenir que la paix et la construction d'un monde plus juste et plus solidaire.**

Le Mouvement de la Paix, le 29 décembre 2021

[1] Cercle de réflexion interarmées 2021

[2] AFP 16 septembre 2021.

[3] Ce texte est aussi l'un des premiers accords internationaux mettant dans ses objectifs l'urgence de la question de l'environnement. L'OSCE, Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe qui en est issue est devenue une vassale de l'OTAN en 1999 («Document d'Istanbul» adopté lors du sommet de l'OSCE, nov. 1999).

[4] Signer la pétition : www.mvtpaix.org/wordpress/petition-pour-un-traite-dinterdiction-des-armes-nucleaires/

Les 8 et 9 janvier 2022

A l'occasion du sommet européen des ministres de la défense et des affaires étrangères à Brest

Le Collectif National des marches pour la paix appelle à une mobilisation citoyenne

« Pour une Europe agissant vraiment pour la Paix, le climat, le désarmement nucléaire, la justice sociale, les droits humains et un accueil digne pour les migrants »

Les 12, 13 et 14 janvier 2022 les 27 ministres de la défense et 27 ministres des affaires étrangères de l'Union européenne (UE) tiendront un sommet à Brest sur les questions de la défense et de la sécurité. Cette réunion est d'une importance cruciale en matière de définition des orientations stratégiques de l'UE en ces domaines et donc pour la Paix.
Or, ce sommet discutera essentiellement

- du projet de « Boussole stratégique » de l'UE qui envisage la création d'une force de projection extérieure de l'UE ,
- de l'augmentation des budgets militaires nationaux comme le demande l'OTAN,
- de l'augmentation du Fonds Européen de Défense,
- de la mise en place d'une présence militaire maritime dans la région indopacifique,
- de la mise en œuvre d'un nouveau système aérien SCAF pour 80 milliards d'euros au minimum, etc.

Ce seraient de nouvelles dépenses militaires qui contribueraient à l'accroissement des tensions, alors que la crise sanitaire, le réchauffement anthropique du climat, le chômage de masse nécessitent des investissements massifs pour la satisfaction des besoins sociaux.
Les organisations qui constituent le collectif national des marches pour la paix (lien) entendent, au-delà de leurs différences de convictions, d'appartenance ou de sensibilités philosophiques, politiques, religieuses, syndicales ou autres, réaffirmer l'immense aspiration des peuples d'Europe à vivre ensemble en paix dans la solidarité, la justice et la fraternité.

Nous appelons à se rassembler partout en France, et en particulier le Dimanche 9 janvier à Brest (11h30 -13 h 30) meeting avec délégués des mouvements de paix étrangers) et 14 h (manifestation dans les rues de Brest), pour exprimer notre souhait commun « d'une Europe agissant vraiment pour la paix, le climat, le désarmement nucléaire, la justice sociale, les droits humains et un accueil digne pour les migrants »

Moins de lobbies, plus de démocratie !

Le collectif des marches pour la paix

Site web : *collectifpaix.org*
Signer la pétition pour le désarmement nucléaire : *www.mvtpaix.org/wordpress/petitions/*

BREST - 9 janvier 2022

TOUTES ET TOUS À BREST LE DIMANCHE 9 JANVIER 2022

« Pour une Europe agissant vraiment pour la Paix, le climat, le désarmement Nucléaire, pour la justice sociale, les droits humains, et un accueil digne des migrants »

Les défis et difficultés que nous affrontons (chômage de masse, bas salaires, retraites de misère, réchauffement climatique, COVID 19, guerres persistantes qui alimentent les intégrismes violents, injustices révoltantes, violences tout azimut) nécessitent **des solutions bâties sur les coopérations entre les peuples et les États** au plan scientifique et sanitaire, plus de justice sociale, une meilleure répartition des richesses, la résolution politique et diplomatique des conflits et donc **la diminution des dépenses d'armement, etc.**

Or les 54 ministres de l'Union européenne (UE)(défense et affaires étrangères) qui vont tenir sommet à Brest début janvier parleront de militarisation accrue de l'UE, de l'augmentation des budgets militaires nationaux comme le demande l'OTAN, de l'augmentation du Fonds Européen de Défense, de la mise en place d'une présence militaire maritime dans la région indopacifique, de la mise en œuvre d'un nouveau système aérien SCAF pour 80 milliards d'euros au minimum etc, de nouvelles forces de projection militaires…

La France pour sa part persiste dans son programme de modernisation de son arsenal en armes nucléaires à raison de 100 milliards d'Euros pour les 15 ans à venir alors que le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires est entré en vigueur le 22 janvier 2021.

Au-delà de nos différences de convictions, d'appartenance ou de sensibilités philosophiques, politiques, religieuses, syndicales ou autres, rassemblons-nous à Brest le 9 Janvier 2022

« Pour une Europe agissant vraiment pour la paix, le climat, le désarmement nucléaire, la justice sociale, les droits humains et un accueil digne des migrants »
Stop les guerres, stop les violences, stop la misère

Manifestation à 14 h place de la liberté (face à la mairie de Brest) précédée d'un meeting avec les délégations étrangères (11h Maison des syndicats 2, place Edouard Mazé,)

Collectif Bretagne du Mouvement de la Paix : Projets de départs en car depuis Rennes-Angers-Nantes
Site web : *collectifpaix.org - culturedelapaix.org - www.mvtpaix.org/*
Signer la pétition pour le désarmement nucléaire : *www.mvtpaix.org/wordpress/petitions/*
Contacts : *paix.bretagne@gmail.com - national@mvtpaix.org*
Rejoignez le Mouvement de la Paix : *https://urlz.fr/h1FG*

Déroulement du week-end des 8 et 9 janvier 2022

Avant le sommet des 54 ministres de la défense et des affaires étrangères de l' Union Européenne Pour une Europe de paix

« Pour une Union Européenne, agissant vraiment « pour la Paix, le climat, le désarmement nucléaire, la justice sociale et les droits humains , un accueil digne des migrants ».

Rennes Samedi 8 de 15h à 18h à la maison des associations cours des alliés **rencontre internationale** avec les délégués des mouvements de paix européens (Allemagne, France, Portugal, Croatie, Russie, Belgique, Bureau international de la Paix) avec la participation de :
D**Brabander Ludo** (Vrede -Mouvement de la Paix-Belgique- collectif international no to war No to nato) present
Rouy Alain (Bureau international de la Paix- Ong prix Nobel de la Paix) present
Meier Birgita, musée de la Paix de Nuremberg (Allemagne) visio
Mayer Willy, conseil espagnol pour la solidarité et la paix visio
Dumanic Shura, – réseau des femmes pour la paix dans les Balkans (Croatie) visio
Chepelev Georges coordination du forum des russes de France présent
Diebold Manfred, alliance pour la Paix (Erlangen -Allemagne) visio
Lima Eduardo, conseil portugais pour la paix et la coopération - présent
Havard-Turebayeva Jeanne, médecin, membre de l'association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire. (militante Franco-Kazak pour la paix) présente
Roland Nivet, animateur du collectif national des marches pour la Paix et porte- parole national du Mouvement de la paix, membre de la commission ecosoc de l'Onu à titre consultatif) Présent

Brest Samedi 8 janvier après midi rencontre débat à Brest sur l'arme nucléaire

Brest Dimanche 9 janvier à BREST à 11h 30

Rencontre avec les délégués internationaux et responsables et personnalités soutenant l'initiative, les médias , les organisations appelantes et les militants des départements de l'Ouest
Délégués et responsables internationaux présents : (**De Brabander** Ludo (Vrede -Mouvement de la Paix-Belgique- collectif international no to war No to nato), **Rouy** Alain (Bureau international de la Paix- Ong prix Nobel de la Paix), **Chepelev** Georges coordination du forum des russes de France, **Lima** Eduardo, conseil portugais pour la paix et la coopération , Roland **Nivet** (animateur du collectif national des marches pour la Paix et porte- parole national du Mouvement de la paix, membre de la commission Ecosoc de l'Onu à titre consultatif) ,

Dimanche 9 janvier à BREST à 14 h départ de la manifestation place de la liberté

Pour une Union Européenne, agissant vraiment « pour la Paix, le climat, le désarmement nucléaire, la justice sociale et les droits humains, un accueil digne des migrants ».

LETTRE AUX PARLEMENTAIRES

Brest 8 & 9 janvier 2022
A l'occasion du sommet européen des ministres de la défense et des affaires étrangères à Brest

A Paris, le 7 janvier 2022

Mesdames et Messieurs les sénatrices et sénateurs,
Mesdames et Messieurs les député.e.s,

A l'occasion du sommet européen des 54 ministres de la défense et des affaires étrangères à Brest, début janvier 2022, le Mouvement de la Paix, le Collectif National des marches pour la paix et d'autres organisations à titre individuel, appellent à une mobilisation citoyenne «Pour une Europe agissant vraiment pour la Paix, le climat, le désarmement nucléaire, la justice sociale, les droits humains et un accueil digne pour les migrants».

Au vu du contexte géopolitique, le Mouvement de la Paix estime pour sa part nécessaire et urgent que la France et l'union européenne élaborent de véritables propositions **utiles pour construire cette Europe de Paix et de coopérations** à laquelle aspirent les peuples tant tant en Europe que dans le monde en s'appuyant sur les réalisations déjà existantes ou ayant existé entre les sociétés civiles mais aussi entre les États de l'espace européen.

Ces propositions doivent respecter la souveraineté des peuples et des nations, s'appuyer sur la Charte des Nations Unies, les résolutions des Nations Unies sur la culture de la Paix, les ODD, le climat ; accroître les solidarités et les coopérations entre les peuples et débloquer des moyens pour répondre aux défis actuels (climatiques, sociaux, sanitaires) à travers une diminution conséquente des dépenses militaires.

Comme il l'est indiqué dans les textes ci joints , élaborés en Décembre 2021, il est urgent pour construire la paix de mettre en œuvre des logiques de coopération et de compréhension mutuelle sur l'ensemble de l'espace géographique européen y compris la Russie et l'Europe orientale en référence à l'esprit de l'acte final d'Helsinki de 1975 **en les adaptant à la situation internationale actuelle.**

Nous espérons que ces réflexions et propositions émanant de la société civile et des mouvements citoyens qui agissent pour la paix, retiendront votre attention et nous serons très attentifs à vos réactions et propositions, que nous sollicitons vivement connaitre par l'intermédiaire de vos groupes parlementaires respectifs.

Respectueusement

Le Secretariat national du Mouvement de la Paix

p/o Roland Nivet

Co-Porte parole National

APPEL INTERNATIONAL

Pour une Europe de paix, non à la militarisation de l'UE, non à l'OTAN

Les 12, 13 et 14 janvier 2022 les 27 ministres de la défense et 27 ministres des affaires étrangères de l'Union européenne (UE) tiendront un sommet à Brest sur les questions de défense et de sécurité.

Ce sommet est d'une importance cruciale en matière de définition des orientations stratégiques de l'UE en ces domaines et donc pour la Paix.
D'après les premières informations publiques disponibles, l'objectif principal est d'envisager la construction d'une stratégie de puissance pour l'UE à travers le projet européen de «Boussole stratégique» examiné lors du dernier conseil des ministres de l'Union Européenne, la création d'une force de projection extérieure de l'UE, l'augmentation des budgets militaires nationaux comme le demande l'OTAN, l'augmentation du Fonds Européen de Défense, la mise en place d'une présence militaire maritime dans la région indo-pacifique, la mise en œuvre d'un nouveau système aérien SCAF pour 80 milliards d'euros au minimum.
Toutes ces orientations ne peuvent que s'inscrire dans le droit fil des dispositions prévues dans les traités européens, lesquels ont validé la dépendance de l'Union Européennes par rapport aux orientations stratégiques de l'Otan et donc des USA comme cela est mentionné à l'article 42 du Traité sur l'UE.

Cette rencontre des 54 ministres aurait dû fournir l'opportunité d'avancer des propositions pour la Paix
Nous apportons notre soutien à toutes celles et ceux qui exigent que l'Union Européenne agisse vraiment pour « La Paix, le climat, le désarmement nucléaire, la justice sociale et les droits humains, l'accueil digne des migrants», avec comme vision la construction d'une Europe et d'un monde de Paix dans le respect de la Charte des Nations Unies.

Cette construction devrait avoir pour objectifs l'arrêt de la militarisation de l'UE, des moyens pour lutter contre le réchauffement climatique et pour protéger la vie sur la planète, l'arrêt du commerce illicite des armes, le diminution des dépenses militaires et la satisfaction des besoins sociaux (éducation, hôpitaux, climat, transports publics, salaires etc..), l'élimination des armes nucléaires à travers la mise en œuvre du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires entré en vigueur le 22 janvier 2021, la fin de la liaison dangereuse entre l'Union européenne et l'OTAN en retrouvant le chemin d'un vrai multilatéralisme. Celui-ci ne peut exister sans la réaffirmation du rôle central de l'ONU et de l'assemblée générale de l'ONU au plan mondial. L'enjeu face aux défis sanitaires et climatique, c'est de construire la paix dans le respect de la charte de l'ONU et des résolutions sur le climat, les ODD et la culture de la Paix.
C'est dans ce cadre que peut aussi être envisagé un nouveau rôle de l'Europe pour la Paix en s'inspirant des principes de l'Acte final d'Helsinki de1975.

C'est sur ces fondements que l'Europe pourrait jouer un rôle décisif pour l'avenir pacifique et durable de notre planète en favorisant des progrès sociaux, climatiques et pacifiques pour construire une Europe et un monde de justice, de coopérations, de solidarité, de fraternité et de Paix.

Nivet Roland, porte-parole national du Mouvement de la Paix
De Brabander Ludo (Vrede -Mouvement de la Paix-Belgique- collectif no to war No to nato)
Rouy Alain (Bureau international de la Paix- Ong prix Nobel de la Paix)
Meier Birgita, musée de la Paix de Nuremberg (Allemagne)
Mayer Willy, conseil espagnol pour la solidarité et la paix
Dumanic Shura, – réseau des femmes pour la paix dans les Balkans (Croatie)
Chepelev Georges coordination du forum des russes de France
Diebold Manfred, alliance pour la Paix (Erlangen -Allemagne)
Lima Eduardo, conseil portugais pour la paix et la coopération
Havard-Turebayeva Jeanne, médecin, membre de l'association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire.

Le 7 janvier 2022

PLUS DE 50 PRIX NOBEL

appellent à réduire les dépenses militaires pour lutter contre la pauvreté et les pandémies

Une proposition simple pour l'humanité

Les dépenses militaires mondiales ont doublé depuis 2000. Elles approchent les 2 000 milliards de dollars US par an, et augmentent dans toutes les régions du monde (*).

Les différents gouvernements sont poussés à augmenter leurs dépenses militaires parce que d'autres le font. Ce mécanisme de rétroaction entretient la spirale de la course aux armements - un gaspillage colossal de ressources qui pourraient être utilisées de manière bien plus judicieuse. Dans le passé, la course aux armements a souvent eu le même résultat : des conflits meurtriers et destructeurs.

Nous avons une proposition simple pour l'humanité : les gouvernements de tous les États membres de l'ONU négocient une réduction conjointe de leurs dépenses militaires de 2 % par an pendant cinq ans.

Le raisonnement qui sous-tend cette proposition est simple :
- Les nations adverses réduisent leurs dépenses militaires, la sécurité de chaque pays est donc accrue, puisque la dissuasion et l'équilibre sont préservés.
- L'accord contribue à réduire l'animosité, diminuant ainsi le risque de guerre.
- De vastes ressources - un «dividende de la paix» pouvant atteindre 1 000 milliards USD d'ici 2030 sont mises à disposition.

La moitié des ressources libérées par cet accord est allouée à un fonds mondial, sous la supervision des Nations Unies, pour faire face aux graves problèmes communs de l'humanité : pandémies, le changement climatique, et l'extrême pauvreté.

L'autre moitié reste à la disposition des différents gouvernements. Tous les pays disposeront donc d'importantes ressources nouvelles . Certaines d'entre elles peuvent être utilisées pour réorienter les fortes capacités de recherche des industries militaires vers des applications pacifiques dont le besoin est urgent.

L'histoire montre que les accords visant à limiter la prolifération des armes sont réalisables : grâce aux traités SALT et START les États-Unis et l'Union soviétique ont réduit leurs arsenaux nucléaires de 90 % depuis les années quatre-vingt. Ces négociations peuvent réussir parce qu'elles sont rationnelles : chaque acteur bénéficie de la réduction des armements de ses adversaires, et l'humanité dans son ensemble en bénéficie également.

L'humanité est confrontée à des risques qui ne peuvent être évités que par la coopération.
Coopérons, au lieu de nous battre.

(*) Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI)

Podcasts · Mes communes · Météo · ouest france · Newsletters · #EtVous · Le Journal

Actualité · Premium · Régions · Départements · Communes · Sport · Loisirs · Annonces · Vidéos · Abonnez-vous

Venue de 54 ministres à Brest : la CGT appelle à manifester pour la paix le 9 janvier

Alors que les 12, 13 et 14 janvier 2022, à Brest (Finistère), se réuniront notamment les ministres européens de la Défense, le syndicat CGT Bretagne entend « réaffirmer notre exigence commune d'un monde sans guerre ».

Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, accueillera sur ses terres ses homologues européens. | ARCHIVES OUEST-FRANCE

Dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne pour six mois, 54 ministres européens (Armées, Défense et Affaires étrangères) se réuniront à Brest (Finistère) les 12, 13 et 14 janvier 2022.

Dans un communiqué, la CGT Bretagne appelle à se joindre au rassemblement proposé par le Mouvement de la Paix et d'autres associations et collectifs, dimanche 9 janvier. Une manifestation est prévue à 14 h, place de la Liberté, à Brest. Plus tôt, à 11 h, la maison des syndicats accueillera un meeting avec les délégations étrangères.

Augmentation du prix de l'électricité : faut-il relancer le nucléaire ? Débattez !

Alors que les débats entre ministres porteront sans doute sur la stratégie militaire de l'UE, le syndicat entend **« réaffirmer notre exigence commune d'un monde sans guerre »**.

Réseau Homme&Nature
Mouvement National de Lutte pour l'Environnement

QUI SOMMES-NOUS ? · LES COMITÉS · LA REVUE NATURELLEMENT · UNIVERSITÉ D'ÉTÉ · FAME 2020 · PLUS...

Les 8 et 9 janvier 2022, le MNLE, avec le Collectif National des marches pour la paix, appelle à une mobilisation citoyenne

Le Télégramme

Actualités · Bretagne · Chez Vous · Économie · Sports

Retour · Accueil · Toutes les communes · Lorient

Publié le 04 janvier 2022 à 14h50

À Lorient, le Mouvement pour la Paix manifestera dimanche 9 janvier à Brest

RÉSERVÉ AUX ABONNÉS

Un collectif d'organisations soutient à manifester à Brest, dimanche 9 janvier.

Le collectif du Mouvement pour la Paix organise un déplacement à Brest, dimanche 9 juin, pour dénoncer le surarmement. Une action prévue en marge d'un sommet de l'Union européenne, sur les questions de défense et de sécurité.

Du 12 au 14 janvier, les 27 ministres de la Défense et ceux des Affaires étrangères de l'Union européenne tiendront un sommet à Brest sur les questions de la défense et de la sécurité. Au programme : le projet de boussole stratégique de l'UE, l'augmentation des budgets militaires, l'augmentation du fonds européen de défense... Pour l'occasion, le Collectif des marches pour la paix sera présent pour manifester, notamment le dimanche 9 janvier, dans les rues de Brest.

D'autres organisations associées au mouvement

À Lorient, le Mouvement pour la Paix, la CGT, l'association France Palestine, Génération(s), le PCF, le FSU et Attac dénoncent le surarmement face aux urgences sociales, le dérèglement climatique et l'apocalypse nucléaire. « Il y a un débat sur le nucléaire civile, mais pas sur le nucléaire militaire », souligne Marie-Claire Le Guennec, du Mouvement pour la Paix. « La France consacre 14,5 millions d'euros par jour à l'armement, ajoute Philippe Jumeau du Parti communiste. Cet argent devrait être destiné à l'action sociale, l'urgence climatique, aux respects des droits humains dans le monde ».

Pratique

Un déplacement à Brest, est organisé ce dimanche, au départ de la maison des syndicats. Ouvert à tous et gratuit. Départ à 10 h 30 sur le parking devant la Maison des syndicats (à Germano-Daniélo). Inscriptions : mvtpaix.morbihan@orange.fr.

PENN AR BED - FINISTÈRE

ACCUEIL · ACTUALITÉS · LA PAIX EN · DOSSIERS · ÉLECTIONS · PUBLICATIONS

Manifestation pour la Paix dimanche 9 janvier à Brest

Manifestation pour la Paix dimanche 9 janvier à Brest

CGT · Solidaires · PCF · UNSA · attac

TOUTES et TOUS à BREST dimanche 9 janvier 2022

Les 12, 13 et 14 janvier 2022, les 27 ministres de la défense et 27 ministres des affaires étrangères de l'Union européenne tiendront un sommet à Brest sur les questions de défense et de sécurité.

C'est le moment d'agir !

- ✔ Pour une Europe de la Paix et la coopération entre les peuples
- ✔ Pour la diminution des dépenses militaires et l'arrêt de la militarisation de l'UE
- ✔ Pour la satisfaction des besoins sociaux, la préservation de l'environnement, l'action contre le dérèglement climatique, le respect des droits humains
- ✔ Pour l'élimination des armes nucléaires par la mise en œuvre du Traité d'interdiction des Armes Nucléaires entré en vigueur le 22 janvier 2021

MANIFESTONS MASSIVEMENT !
BREST – place de la Liberté
Dimanche 9 janvier à 14 h

Un déplacement en car est organisé : départ 10h30
Maison des Syndicats 82, Bd Cosmao Dumanoir LORIENT
Inscription auprès des organisations
Contact : mvtpaix.morbihen@orange.fr

UDB · Qui sommes-nous · Actualités · S'engager

Contre-sommet de Brest les 8 et 9 janvier 2022 : l'UDB se mobilise pour le désarmement nucléaire et la paix

PARTAGEZ · TWEETEZ · ENVOYEZ

Emmanuel Macron et son gouvernement ont décidé de lancer la présidence française de l'Union européenne en organisant à Brest, du 12 au 14 janvier 2022, une rencontre des 54 ministres de la Défense et des Affaires étrangères des États de l'UE. À l'ordre du jour de cette réunion, des dossiers hautement stratégiques : augmentation des budgets militaires nationaux comme le souhaite l'OTAN, augmentation du Fonds européen de Défense avec comme priorité l' « autonomie stratégique » de l'Europe. Or, le choix de Brest, siège de la force océanique stratégique, composante essentielle de l'arsenal nucléaire français, est l'occasion d'envoyer un signal clair aux autres États membres de l'UE : l' « autonomie stratégique » de l'Europe passe par l'armement nucléaire français. Un armement nucléaire dont l'utilisation repose sur les épaules d'un seul homme : le locataire de l'Élysée.

La course aux armements et plus particulièrement aux armements nucléaires à laquelle se livrent certains États, dont la France et le Royaume-Uni en Europe occidentale, pèse négativement sur nos conditions d'existence. Actuellement, les conséquences d'une absence de politique internationale fondée sur une recherche solidaire du bien-être des peuples apparaissent de façon frappante avec la succession des variants de la Covid19 et des vagues de contamination qui en découlent. Comme le souligne le secrétaire général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), cette situation résulte d'une concentration des opérations de vaccination dans les seuls pays les plus riches depuis l'hiver 2021, alors que le coût d'une vaccination générale de la population au plan mondial serait minime par rapport au coût économique et humain de la pandémie ... comme à celui des dépenses d'armement. CQFD : les « réalistes » ne sont pas forcément ceux que l'on croit ; ce n'est pas une stratégie du surarmement mais une stratégie de la paix qui peut servir les intérêts des peuples.

Attachée à la paix et aux valeurs de la coopération et de la solidarité entre les peuples, l'UDB, adhérente du **Collectif finistérien pour l'interdiction des Armes Nucléaires (CIAN 29)**, prendra toute sa part au **« contre-sommet de Brest » organisé par ce collectif et qui se tiendra les 8 et 9 janvier 2022**. Elle appelle les Bretonnes et les Bretons à se joindre aux manifestations qui se dérouleront le samedi 8 janvier, de 14h à 18h, à la faculté Ségalen et le dimanche 9 janvier, de 11h à 13h à la Maison des syndicats puis de 14h à 16h30 sous la forme d'une marche pacifique de la place de la Liberté au plateau des Capucins.

Lydie MASSARD et Pierre-Emmanuel MARAIS

co-porte-parole de l'UDB

Bernard LE MAO et Fulup PLOUZANE

responsable et responsable-adjoint de la fédération du Finistère

Sandrine MIGEREL et Yannick MERCERON

co-responsables de la section du Pays de Brest

Réseau Sortir du nucléaire

Agenda

Tous à Brest pour une Europe agissant vraiment pour la Paix, le climat, le désarmement nucléaire, la justice sociale et les droits humains

Brest (29) - Bretagne

Dimanche 9 janvier 2022

ouest france
Actualité Premium Régions Départements Communes Sport Loisirs Annonces Vidéos Abonnez-vous
Accueil › Bretagne › Brest

EN IMAGES. À Brest, 300 manifestants anti-armes nucléaires dans la rue avant le sommet européen

Une manifestation contre les armes nucléaire a eu lieu à Brest (Finistère) ce dimanche 9 janvier 2022. Les participants souhaitaient interpeller les gouvernements, à quelques jours du sommet européen qui se déroulera à Brest.

Lors du rassemblement contre les armes nucléaires à Brest, dimanche 9 janvier 2022. | OUEST-FRANCE

Symboles de la paix, des drapeaux multicolores constellaient la place de la Liberté à Brest, ce dimanche 9 janvier 2022 en début d'après-midi. Environ 300 personnes se sont rassemblées pour crier leur refus des armes nucléaires, à quelques jours du sommet européen des ministres de la Défense et des Affaires étrangères, qui aura lieu du 12 au 14 janvier 2022 à Brest.

Elles ont répondu à l'appel du Collectif finistérien pour l'interdiction des armes nucléaires (CIAN29) qui regroupe plusieurs associations pacifistes, telles que le Mouvement pour la paix.

Lors du rassemblement contre les armes nucléaires à Brest, dimanche 9 janvier 2022. | OUEST-FRANCE

Des militants venus de Belgique et du Portugal

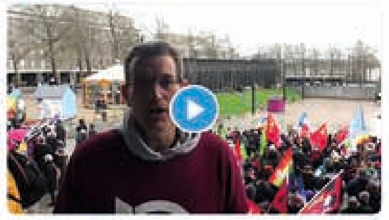
« L'abandon de l'arme nucléaire, voilà bien la véritable assurance-vie pour l'humanité. Le préalable à la construction durable d'un monde de paix », a martelé Roland de Penanros, représentant du CIAN29.

Et d'ajouter : **« Si les dirigeants des pays d'Europe ne veulent pas l'entendre, c'est à nous, militants du désarmement et de la paix, de battre le rappel pour qu'ils prennent en compte la volonté exprimée par 122 pays de renoncer à l'arme nucléaire. Volonté partagée par une majorité de citoyens dans plusieurs pays d'Europe. »**

Laura Daniel @LauraaDaniel · 9 janv. 2022
Plusieurs centaines de personnes sont réunies place de la Liberté à #Brest contre le #nucléaire. À quelques jours du sommet qui accueillera 54 ministres européens à Brest. Ils les appellent à signer le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires

Laura Daniel
@LauraaDaniel

« Il n'est pas possible que la France engage les autres États européens à se rallier à une arme de destruction massive », dénonce Jean-Marie Collin, co-porte parole d'@ICAN_France #Brest



3:13 PM · 9 janv. 2022

Plusieurs représentants nationaux d'associations pour la paix françaises ainsi que de Belgique et du Portugal ont pris la parole, place de la Liberté, à 14 h. Le cortège s'est ensuite élancé en direction du pont de Recouvrance.

Dans ses rangs, on retrouvait de nombreuses organisations syndicales ou politiques (CGT, Solidaires, FSU, NPA, PCF, UDB...) mais aussi des personnes manifestant à titre individuel.

Lors du rassemblement contre les armes nucléaires à Brest, dimanche 9 janvier 2022. | OUEST-FRANCE

Lors du rassemblement contre les armes nucléaires à Brest, dimanche 9 janvier 2022. | OUEST-FRANCE

Lors du rassemblement contre les armes nucléaires à Brest, dimanche 9 janvier 2022. | OUEST-FRANCE

Contre-sommet

À l'image de Gaïdic et Marianne, deux copines d'une cinquantaine d'années venues affirmer leur opposition au nucléaire. **« Je trouve depuis toujours que c'est ignoble de dépenser de l'argent dans les armes plutôt que dans la santé ou l'éducation »**, fustige Gaïdic.

Les militants antinucléaires resteront mobilisés jusqu'à la fin du sommet accueillant les ministres. Une manifestation est notamment prévue aux Capucins, où doit se tenir la rencontre, jeudi midi.

france bleu
Brest Changer
Infos Sports Culture Vie quotidienne
Accueil › Bretagne › Finistère › Infos › International › Brest : un contre-sommet européen pour le désarmement nucléaire

International

Brest : un contre-sommet européen pour le désarmement nucléaire

Mercredi 5 janvier 2022 à 15:00 - Par Nicolas Olivier, France Bleu Breizh Izel, France Bleu

Brest

Alors que les 54 ministres européens de la Défense et des Affaires étrangères sont attendus à Brest du 12 au 14 janvier, un collectif pacifiste organise un contre-sommet dès samedi. Une manifestation est prévue dimanche dans la ville dont la rade abrite le cœur de la dissuasion nucléaire française.

Ces militants de la paix ont l'intention de se faire entendre, du 8 au 13 janvier. © Radio France - Nicolas Olivier

Pendant trois jours, Brest (Finistère) va accueillir les réunions informelles des ministres de la Défense et des Affaires étrangères, organisées dans le cadre de la présidence française de l'Union Européenne. A cette occasion, **le collectif du Finistère pour l'interdiction des armes nucléaires** (CIAN) compte bien faire entendre sa voix. Ce groupe qui rassemble une quinzaine d'organisations politiques, syndicales et associatives a décidé d'organiser un contre-sommet européen, du 8 au 13 janvier dans la cité du Ponant.

À lire aussi - Brest accueillera 54 ministres européens du 12 au 14 janvier

Pour ces militants de la paix, le choix de Brest ne doit rien au hasard. Il démontre selon eux *"l'ambition du gouvernement Macron de profiter des six mois de présidence de l'UE pour pousser ses pions et faire de la force de frappe française la pièce centrale d'une future défense européenne"*. Depuis le Brexit, **la France est le seul état membre de l'Union Européenne à disposer de l'arme nucléaire**.

> " Brest est la première base atomique d'Europe "

ECOUTEZ Roland de Penanros, membre de l'Université européenne de la Paix

Pour Roland de Penanros, de l'Université européenne de la paix, la France doit s'aligner *"sur la position majoritaire des pays du monde en signant le traité d'interdiction des armes nucléaires"*, comme l'ont déjà fait 86 états dont l'Irlande, l'Autriche et Malte. Une revendication qui sera au cœur des débats, dès ce samedi.

Manifestation et pique-nique militant

Des délégations de mouvements pacifistes étrangers feront le déplacement à Brest. Et participeront à la *"manifestation joyeuse pour une Europe sans armes nucléaires"* prévue dimanche après-midi en centre-ville. Des cars seront aussi affrétés de Lorient, Rennes, Nantes et Angers. Jeudi 13 janvier, à l'heure du déjeuner officiel des ministres européens dans les Ateliers des Capucins bouclés, les militants organiseront un pique-nique juste en face, sur le boulevard Jean Moulin. Des débats sont également prévus.

Le programme du contre-sommet

Samedi 8 janvier : débat "Quatre heures pour le désarmement nucléaire" à la faculté Victor Ségalen (14h-18h). ***Dimanche 9 janvier*** : rencontre avec des délégations étrangères à la Maison des syndicats à 11h30. Manifestation pour le désarmement nucléaire entre la place de la Liberté et les Capucins de 14h à 16h30. ***Jeudi 13 janvier*** : pique-nique militant boulevard Jean Moulin de 12h à 14h. Projection du film "Ils vont arrêter la bombe" et débat avec des représentants de plusieurs candidats à l'élection présidentielle, à la Maison des syndicats de 17h à 22h.

À lire aussi - A Brest, les Capucins seront fermés pendant trois jours pour les réunions des ministres européens

france bleu
Brest Changer
Infos Sports Culture Vie quotidienne
Accueil › Bretagne › Finistère › Infos › Société › Brest : plus de 300 manifestants anti-armes nucléaire défilent avant un sommet européen dans la ville

Société

Brest : plus de 300 manifestants anti-armes nucléaire défilent avant un sommet européen dans la ville

Dimanche 9 janvier 2022 à 20:32 - Par Thibault Lecoq, France Bleu Breizh Izel

Brest

Plus de 300 personnes ont manifesté ce dimanche 9 janvier dans les rues de Brest. Ils dénoncent le sommet européen réunissant les 54 ministres de la défense et des affaires étrangères qui aura lieu dans la ville du 12 au 14 janvier. Les manifestants souhaitent l'abandon de la dissuasion nucléaire.

Les manifestants de plusieurs organisations ont défilé dans Brest ce dimanche 9 janvier © Radio France - Thibault Lecoq

Un peu plus de **300 manifestants** se sont rassemblés ce dimanche place de la liberté à Brest pour dénoncer les armes nucléaires. Ce défilé, à cette date, n'est pas un hasard, c'est quatre jours avant le sommet réunissant les ministres de la Défense et des Affaires étrangères des 27 pays de l'Union européenne. Les ministres se retrouveront du 12 au 14 janvier à Brest. L'objectif des participants est de faire pression sur les élus. Ils souhaitent que l'Europe **quitte la dissuasion nucléaire comme principe de défense et de paix.**

Le cortège est parsemé de drapeaux des différentes organisations contre l'armement nucléaire : PCF, CGT, Europe-Ecologie Les Verts, mais aussi Le mouvement pour la paix ou le Cian 29, le collectif finistérien pour l'interdiction des armes nucléaires, à l'origine de la mobilisation. **Des représentants Belges et Portugais pour la fin des armes nucléaires** sont même venus faire des discours. *"Les guerres, il y en a eu assez, il faut peut-être penser un peu différemment"*, estime Annie. Elle ne veut pas que la France continue de suivre l'OTAN et les États-Unis, ou crée une Europe de la défense. *"Je ne vois pas ce que l'on peut aller soutenir les décisions guerrières des Etats-Unis. Avoir une Europe aussi de la défense, je crois qu'il vaut mieux penser à négocier, à la diplomatie"*, ajoute-t-elle.

> " Il vaut mieux penser à négocier, à la diplomatie." - Annie, manifestante pro abolition des armes nucléaires. "

Reine vient exprès de Saint Malo, et elle veut surtout une chose : **la ratification par la France et les pays européens du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires**, qui est entré en vigueur il y a maintenant un an. *"On est pour que la France, qui va présider le conseil européen, mène une politique en ce sens"*, affirme la malouine. Le message envoyé par cette réunion n'est, pour elle, pas le bon.

Des actions citoyennes utiles

Les actions citoyennes peuvent avoir du poids pour Roland de Penanros, l'un des porte-paroles du collectif pour l'interdiction des armes nucléaires dans le Finistère. *"Il y a eu d'autres combats avant ceux-ci : les armes biologiques, les armes chimiques... Ça a toujours été des démarches de l'opinion publique qui ont fait modifier les choses"*, assure-t-il. **D'autres actions sont prévues** pendant la réunion informelle des 54 ministres de la Défense et des Affaires étrangères européens, notamment un pique-nique ce jeudi en face des capucins, le lieu de la rencontre.

À lire aussi - Brest : un contre-sommet européen pour le désarmement nucléaire

L'Hermine rouge
Blog franchement Communiste

Accueil >> Paix & Désarmement >> Sommet UE Défense & sécurité-Toutes et tous à Brest le dimanche 9 janvier 2022 (mvt de la paix)

Sommet UE Défense & sécurité-Toutes et tous à Brest le dimanche 9 janvier 2022 (mvt de la paix)

Par L'HERMINE ROUGE dans Paix & Désarmement le 30 Décembre 2021 à 19:20

TOUTES ET TOUS A BREST LE DIMANCHE 9 JANVIER 2022

Le Mouvement de la Paix

« Pour une Europe agissant vraiment pour la Paix, le climat, le désarmement Nucléaire, pour la justice sociale, les droits humains, et un accueil digne des migrants »

Les défis et difficultés que nous affrontons (chômage de masse, bas salaires, retraites de misère, réchauffement climatique, COVID 19, guerres persistantes qui alimentent les intégrismes violents, injustices révoltantes, violences tout azimut) **nécessitent des solutions bâties sur les coopérations entre les peuples et les Etats** au plan scientifique et sanitaire, plus de justice sociale, une meilleure répartition des richesses, la résolution politique et diplomatique des conflits **et donc la diminution des dépenses d'armement.**

Or les 54 ministres de l'Union Européenne (défense et affaires étrangères) qui vont tenir sommet à Brest début janvier parleront de militarisation accrue de l'UE, de l'augmentation des budgets militaires nationaux comme le demande l'OTAN, de l'augmentation du Fonds Européen de Défense, de la mise en place d'une présence militaire maritime dans la région indopacifique, de la mise en œuvre d'un nouveau système aérien SCAF pour 80 milliards d'euros au minimum etc, de nouvelles forces de projection militaires....

La France pour sa part persiste dans son programme de modernisation de son arsenal en armes nucléaires à raison de 100 milliards d'Euros pour les 15 ans à venir alors que le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires est entré en vigueur le 22 janvier 2021.

Au-delà de nos différences de convictions, d'appartenance ou de sensibilités philosophiques, politiques, religieuses, syndicales ou autres, rassemblons-nous à Brest le 9 Janvier 2022

STOP LES GUERRES, STOP LES VIOLENCES, STOP LA MISERE

11h : meeting avec les délégations étrangères (Maison des syndicats 2, place Edouard Mazé)
14 h : manifestation place de la liberté (face à la mairie de Brest)

Collectif des comités du Mouvement de la Paix (Bretagne-Ouest 22, 29, 35, 56, 44, 49) : Projets de départs en car depuis Rennes-Angers-Nantes

IPB ican

Recherche

Pour une Europe pour la Paix, le climat, le désarmement nucléaire, la justice sociale, les droits humains, et un accueil digne des migrants

Publié le 14 décembre 2021

Pirrottina Michel
Trouveur d'idées politiques, historiques, culturelles

700 articles + Suivre

Appel du conseil national du Mouvement de la Paix - France Pour une mobilisation européenne les 8 et 9 janvier 2022

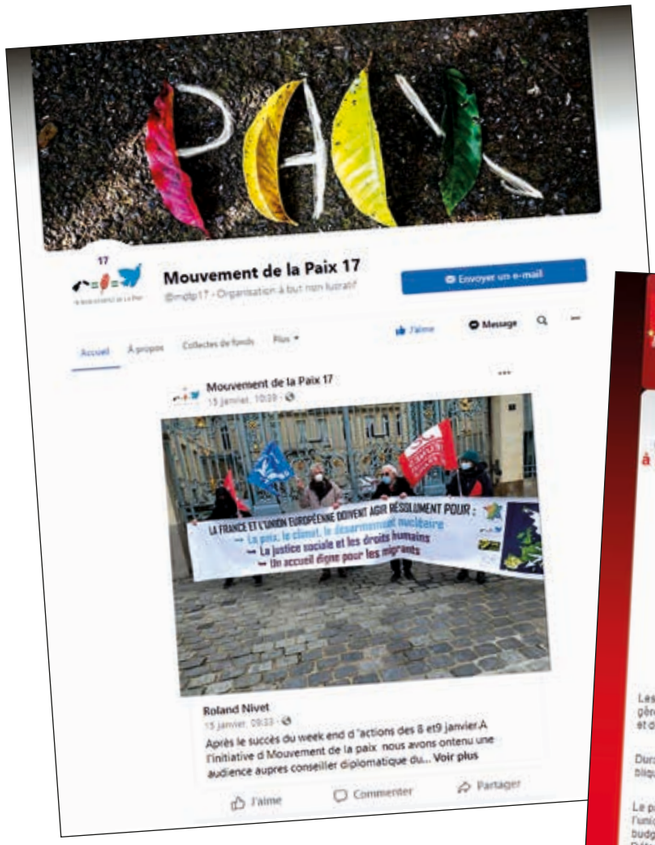
« Pour une Europe agissant vraiment pour la Paix, le climat, le désarmement nucléaire, la justice sociale, les droits humains, et un accueil digne des migrants »

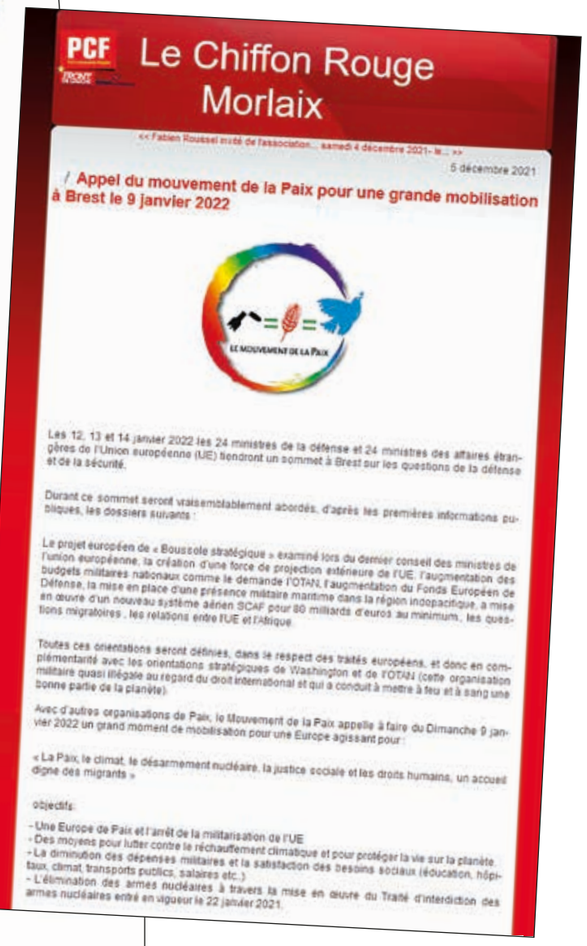
Les 12, 13 et 14 janvier 2022 les 27 ministres de la défense et 27 ministres des affaires étrangères de l'Union européenne (UE) tiendront un sommet à Brest (France) sur les questions de la défense et de la sécurité. Ce sommet abordera aussi vraisemblablement les aspects militaires du sommet des océans qui doit se tenir en février 2022 à Brest.

Cette réunion est donc d'une importance cruciale en matière de définition des orientations stratégiques de l'UE en ces domaines et donc pour la Paix.

Durant ce sommet seront vraisemblablement abordés, d'après les premières informations publiques, les dossiers suivants :

- Le projet européen de « Boussole stratégique » examiné lors du dernier conseil des ministres de l'union européenne
- La création d'une force de réaction rapide/force de projection extérieure de l'UE
- L'augmentation des budgets militaires nationaux comme le demande l'OTAN
- L'augmentation du Fonds Européen de Défense





MOUVEMENT DE LA PAIX
Bretagne et Grand Ouest

ACCUEIL | BLOGS | QUI SOMMES NOUS? | CAMPAGNES | AGISSONS | RESSOURCES | DONS

Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU : « L'anéantissement nucléaire reste une épée de Damocles » »
« Vidéo Les 2 Rives : Nicaragua, élections truquées ou légitimes

TOUS À BREST LE 9 JANVIER 2022 : MANIF CONTRE LA MILITARISATION DE L'UNION EUROPÉENNE FACE AUX 54 MINISTRES DE LA DÉFENSE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Publié le 2 décembre 2021

Tous à Brest le dimanche 9 janvier 2022 « Pour une Europe agissant vraiment pour la Paix, le climat, le désarmement nucléaire, la justice sociale et les droits humains »

Les 12, 13 et 14 janvier 2022, les 27 ministres de la défense et 27 ministres des affaires étrangères de l'Union européenne (UE) tiendront un sommet à Brest sur les questions de la défense et de la sécurité. Ce sommet abordera aussi vraisemblablement les aspects militaires du sommet des océans qui doit se tenir en février 2022 à Brest.

Cette réunion est donc d'une importance cruciale en matière de définition des orientations stratégiques de l'UE en ces domaines et donc pour la Paix.

Durant ce sommet seront vraisemblablement abordés, d'après les premières informations publiques, les dossiers suivants :

- Le projet européen de « **Boussole stratégique** » examiné lors du dernier conseil des ministres de l'union européenne
- La création d'une force de projection extérieure de l'UE
- L'augmentation des budgets militaires nationaux comme le demande l'OTAN
- L'augmentation du Fonds Européen de Défense
- La mise en place d'une présence militaire maritime dans la région indopacifique
- La mise en oeuvre d'un nouveau système aérien SCAF pour 80 milliards d'euros au minimum.

Toutes ces orientations seront définies, dans le respect des traités européens, et donc en complémentarité avec les orientations stratégiques de Washington et de l'OTAN (cette organisation militaire quasi inégale au regard du droit international et qui a conduit à mettre à feu et à sang une bonne partie de la planète).

C'est donc le moment d'agir et d'avancer des propositions pour la Paix

Au vu des réflexions déjà entamées avec d'autres organisations de Paix, le Mouvement de la Paix appelle à faire le 9 janvier 2022 un grand moment de mobilisation contre les logiques de guerre et de militarisation de l'UE.

Le Mouvement de la Paix appelle à contribuer au succès de la manifestation de BREST le dimanche 9 janvier 2022. Manifestation à 14h. Place de la Liberté (face à la mairie de Brest) précédée d'un meeting avec les délégations étrangères (11h, Maison des Syndicats, rue de l'Harteloire) :

- Pour une Europe de Paix et l'arrêt de la militarisation de l'UE
- Pour des moyens afin de lutter contre le réchauffement climatique et pour protéger la vie sur la planète.
- Pour la diminution des dépenses militaires et la satisfaction des besoins sociaux (éducation, hôpitaux, climat, transports publics, salaires, etc.)
- Pour l'élimination des armes nucléaires à travers la mise en oeuvre du **Traité d'interdiction des Armes Nucléaires entré en vigueur le 22 janvier 2021.**

PÉTITIONS : https://www.mvtpaix.org/wordpress/petitions/
- **Contacts :** paix.bretagne@gmail.com – national@mvtpaix.org
- **Site Web :** https://culturedelapaix.org/
- **Facebook Bretagne :** Bretagne.mouvementdelapaix

Départ en cars depuis Rennes et Angers Inscriptions et renseignements :
Angers : mouvementdelapaixangers@sfr.fr
Rennes : rennes.mouvementpaix@gmail.com Téléphone 02 99 51 24 03

Le Mouvement de la Paix est membre/partenaire du Bureau International de la Paix (BIP), de la campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN), du collectif national des marches pour la paix, du Conseil Mondial de la Paix, du réseau mondial Abolition 2000, membre de la commission Ecosoc des Nations Unies à titre consultatif.

Devenez membre du Mouvement de la Paix (cotisation minimale 12€) : www.mvtpaix.org/wordpress/nous-rejoindre/. Envoyez votre chèque à Mouvement de la Paix – 6, rue Dulcie September – 93400 – Saint-Ouen. Tél. 01 40 12 08 12.

Publié dans Manifestation, Politique française

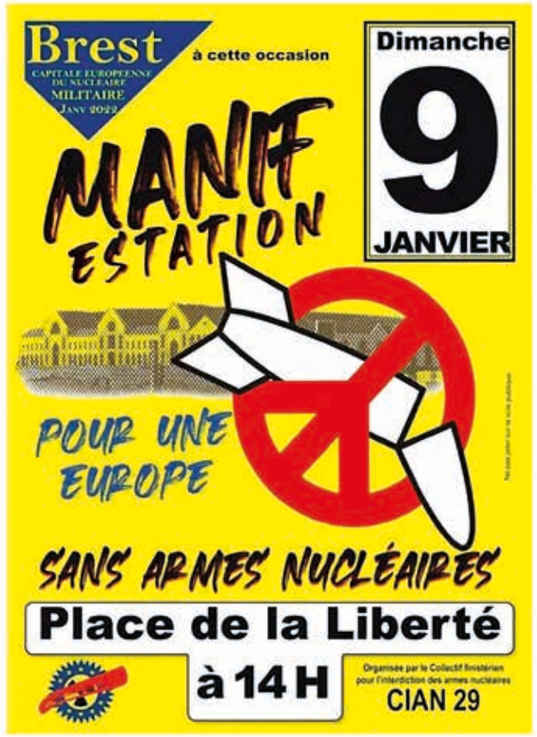
Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU : « L'anéantissement nucléaire reste une épée de Damocles » »

UNIDIVERS

Manif joyeuse pour une Europe sans Armes Nucléaires Place de la Liberté Brest

Catégories d'évènement:

- Brest
- Finistère



Manif joyeuse pour une Europe sans Armes Nucléaires Place de la Liberté, 9 janvier 2022, Brest.

Manif joyeuse pour une Europe sans Armes Nucléaires
Place de la Liberté, le dimanche 9 janvier à 14:00
Du 12 au 14 janvier prochain, les ministres de la défense et des affaires étrangères des 27 Etats de l'UE tiendront à Brest un sommet axé sur les questions de stratégie européenne et de défense. C'est ce qui a amené le Collectif Finistère pour l'Interdiction des Armes Nucléaires (CIAN 29 – qui regroupe une quinzaine d'associations, syndicats collectifs, etc.) à proposer, en lien avec ICAN France et le Mouvement de la Paix, une série de mobilisations sur la période, axées sur la question du désarmement nucléaire. Samedi 8 janvier après midi, fac Segalen : 4 heures pour le désarmement nucléaire – exposition « agir pour le désarmement – projection du film « le début de la fin des armes nucléaires » suivi d'un débat avec un représentant d'ICAN – intervention de représentant-e.s de communes s'étant prononcées pour la signature du TIAN par la France – intervention des représentant-e.s des organisations du CIAN 29 Dimanche 9 janvier : – 11 h à 13 h, Maison du Peuple : meeting à l'initiative du BN du Mouvement de la Paix avec intervention de délégations étrangères – 14 h, Place de la Liberté : manifestation « pour une Europe sans armes nucléaires » Jeudi 13 janvier, Maison des Syndicats : "sommet contre sommet" – 17 h à 18 h 30 : projection du film « ils vont arrêter la bombe » (sur l'action contre les tirs à Mururoa en 1972) suivi d'un débat – 20 h à 22 h : intervention de la directrice internationale d'ICAN
Entrée libre
Des acteurs de la culture, du monde associatif, des syndicats, des collectifs se mobilisent pour une contre manifestation au sommet des ministres de la défense des 27 de l'UE.

Place de la Liberté Place de la Liberté 29200 Brest Brest Centre Ville Finistère

Bretagne : Les mobilisations pour la paix et la justice sociale de ce week-end à Brest

Les mobilisations pour la paix et la justice sociale de ce week-end en Bretagne et plus particulièrement à Brest le dimanche 9 janvier 2022 ont connu un réel succès.

Malgré une pluie battante sur l'ensemble de la Bretagne, malgré la crise qui a empêché de nombreux militants de rejoindre les initiatives, des centaines de personnes se sont réunies pour dire non à la militarisation de l'union européenne qui sera discutée par les 54 ministres de la défense et des affaires étrangères à Brest les 12, 13 et 14 janvier 2022 dans le cadre de la définition de sa boussole stratégique.

Les comités du monde la paix d'Ille-et-Vilaine, des Côtes-d'Armor du Finistère du Morbihan de Loire-Atlantique et du Maine-et-Loire ont multiplié les actions de distribution de tracts dans les universités et les IUT de l'Ouest.

La conférence internationale tenue à Rennes le samedi 9 janvier à Rennes en présence de délégations internationales venues participait à la manifestation de Brest et les par visioconférence a réuni une centaine de militants des quatre coins de l'Europe pour dire stop les guerres, stop les violences stop la misère .

Des militants et militantes des quatre coins de l'union européenne en France au Portugal en Espagne en Allemagne en Croatie en Italie au Portugal de Russie et des responsables et animateurs des principaux mouvements pour la paix au plan européen tel que le bureau international de la paix et le conseil national de la paix ont dialogué et réaffirmé non seulement leur opposition mais ont proposé non à l'augmentation des dépenses de terre et ont proposé toute une série de propositions alternatives de nature à se faire que l'union européenne réponde vraiment aux aspirations des peuples pour la paix la diminution des dépenses d'armement ; la justice sociale : les droits humains le climat et des solutions humaines à la crise migratoire.

Le samedi neuf 29 pour l'élimination des armes nucléaires dont fait partie de mon AP ont organisé un débat dans le cadre de la cité de Bretagne occidentale sur l'urgence du désarmement nucléaire de l'ami de la ratification du Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires.

Dimanche matin la maison de son syndicat à l'initiative des comités de paix de l'Ouest le meeting destiné à organiser un dialogue entre les participants la manifestation et délégations internationales a connu un vif succès avec 110 participants et deux heures de discussion vivante et riche.

L'après-midi malgré la pluie entre 600 et 1000 personnes ont participé à une manifestation dynamique riche en couleurs des drapeaux des très nombreuses organisations politiques syndicales associatives ou de soutien aux migrants qui étaient présents et au coude à coude pour exiger une robe de paix et de progrès social et de solidarité.

Au cours de ces deux journées les militants des organisations membres du collectif marche pour la paix membres de K Alkan international, PCF, DB, Europe écologie les Verts générations et les citoyens présents ont multiplié les interventions pour mieux préciser les contours de leur proposition pour une robe de paix permettant de faire face aux défis du monde actuel tant au plan climatique sanitaire que sociale.

Nous avons réaffirmé notre rejet de la boussole stratégique européenne qui vise à augmenter les dépenses militaires, à augmenter les crédits affectés au fonds européen de la défense destinée au soutien financier de l'industrie d'armement rejeté la création d'un groupe militaire européen d'intervention extérieure, le renforcement de la présence maritime de l'union européenne dans l'espace hindou pacifique le renforcement militaire de front texte pour une rime réponse militariste et répressive de la crise migratoire causée par la guerre et la misère, le programme se casse qui pour 80 milliards d'euros environ à construire un nouvelle avion plan européen.

Nous avons bien sûr exigé la ratification par tous les États européens du Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires.

Parmi nos propositions la mise en œuvre d'une conférence paneuropéenne sur la sécurité commune pour la paix a été soutenue par de nombreux participants de même que la nécessité de trouver et de mettre en œuvre des programmes de coopération scientifique culturelle pour apporter des réponses humaines solidaires et sociales aux défis climatiques sanitaires et sociaux auxquels est confrontée les peuples de l'union européenne.

Au vu du réel succès de cette initiative le mouvement n'a fait appel tous ces comités à travers la France à faire délégations auprès des préfectures dans tous les départements pour demander des audiences mais aussi pour déposer officiellement des requêtes portant nos exigences pour union européenne agissant réellement pour la paix, le désarmement nucléaire, le climat justice social leur respect des droits humains un accueil digne des meilleurs, pour un monde enfin humain solidaire.

Le Mouvement de la Paix appelle également à agir auprès de tous les élus parlementaires pour attirer l'attention sur le danger que constitue le développement comme jamais de réponse militaire à des questions qui nécessitent des réponses politiques diplomatiques et économiques.

Le Mouvement de la Paix a décidé de lancer une session nationale partout en France des organisations à relayer cette pétition qui commencera dès le 12 janvier sur le thème non la militarisation de l'union européenne non la guerre non la misère n'ont pas violences oui à la paix grâce au progrès social et la réalisation concrète de tous les droits humains.

Aux 54 ministres de la défense des affaires étrangères de l'union européenne présents à Brest en janvier 2022, nous disons non à une union européenne qui prépare de nouvelles guerres, non à la militarisation de l'Europe, non à la tutelle de l'OTAN sur l'union européenne, non à la guerre dissolution de l'OTAN ratification du Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires, oui à la paix grâce au progrès social et à la réalisation concrète de tous les droits humains.

LA FRANCE ET L'UNION EUROPÉENNE DOIVENT AGIR RÉSOLUMENT POUR :
➥ La paix, le climat, le désarmement nucléaire
➥ La justice sociale et les droits humains
➥ Un accueil digne pour les migrants
IPB

LA FRANCE ET L'UNION EUROPÉENNE DOIVENT AGIR RÉSOLUMENT POUR
➥ La paix, le climat, le désarmement nucléaire
➥ La justice sociale et les droits humains
➥ Un accueil digne pour les migrants
STOP LES GUERRES - STOP LES VIOLENCES -
PAIX ! Diminution des dépenses militaires - Dése
Satisfaction des besoins sociaux - Éducati

STOP LES GUERRES - STOP LES VIOLENCES - STOP LA MISÈRE
PAIX ! Diminution des dépenses militaires - Désarmement nucléaire
Satisfaction des besoins sociaux - Éducation - Emploi - Santé

Abolition
des armes nucléaires
VIVE LA GUERRE

2021

LUTTER :
POUR - La PAIX
POUR - le désarmement nucléaire
POUR - la justice sociale
CONTRE - le déréglement climatique
• Des enjeux solidaires ! •
LE MOUVEMENT DE LA PAIX
Abolition des armes nucléaires

STOP LES GUERRES - STOP LES VIOLENCES - STOP LA MISÈRE
PAIX !
Diminution des dépenses militaires - Désarmement nucléaire
Satisfaction des besoins sociaux - Éducation - Emploi - Santé

POUR LA PAIX !
PAIX
Pour un climat de Paix
J'AGIS !
POUR - la justice climatique
POUR - la justice sociale
POUR - la transition pacifiste
POUR - le désarmement nucléaire

Pour un climat de Paix
J'AGIS !
POUR - la justice climatique
POUR - la justice sociale
POUR - la transition pacifiste
POUR - le désarmement nucléaire

ATOMWAFFEN
sind jetzt illegal!
JETZT RAUS
aus Deutschland!
NUKES are now illegal!
NOW GET THEM OUT
of Germany!

LA FRANCE ET L'UNION EUROPÉENNE DOIVENT AGIR RÉSOLUMENT POUR :
➥ La paix, le climat, le désarmement nucléaire
➥ La justice sociale et les droits humains
➥ Un accueil digne pour les migrants

Roland Nivet

Texte de l'intervention de Roland Nivet, porte-parole national du Mouvement de la Paix, à Brest, le dimanche 9 janvier à 14 h avant le départ de la manifestation « Pour une Europe de Paix, agissant pour la paix, le désarmement nucléaire, le climat, la justice sociale, les droits humains et un accueil digne des migrants. Non à la guerre, non à la Bombe »

Au regard de nos analyses générales sur la situation économique et stratégique du monde, agir pour une Europe de la paix suppose de s'attaquer au double carcan dans lequel est enfermée l'union européenne actuellement, à savoir **le carcan néolibéral** imposé par les traités de Maastricht de Lisbonne qui pousse les États à ouvrir leur service public à la concurrence, favorisant la dérégulation de l'économie, le dumping social et fiscal, à l'opposé d'une économie coopérative solidaire juste et durable conditions d'une politique de paix et d'une économie pour la paix.

Le deuxième carcan, c'est le carcan de la militarisation qui se traduit par une augmentation des budgets militaires exigée par l'OTAN dont l'article 42 du traité de Lisbonne stipule « qu'elle reste pour les États qui en sont membres, le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en œuvre ».

Cette militarisation fondée sur le dogme de la puissance militaire comme facteur de sécurité, **pousse à la confrontation avec la Russie et à la relance d'une course aux armements y compris nucléaires,** dangereuses pour l'ensemble de la planète, voire susceptibles de menacer l'existence même de l'humanité pour ce qui concerne les armes nucléaires.

Face aux problèmes majeurs que sont le poids des dépenses militaires (2000 milliards de dollars chaque année au plan mondial, face aux inégalités de développement, aux dérèglements climatiques, à la crise sanitaire, la France et l'union européenne doivent favoriser des politiques de paix caractérisées par une diminution des dépenses d'armement et l'augmentation corrélative des investissements en faveur de la construction de la paix via la réalisation des droits humains.

Nous attendons des élus français et européens qu'ils agissent pour une union européenne agissant vraiment pour la paix, le climat, désarmement nucléaire, la justice sociale, les droits humains et un accueil digne pour les migrants qui fuient les guerres et la misère à travers les actions suivantes :

- Agir pour la **justice sociale** en s'alignant sur les législations les droits sociaux les plus avancés
- Fonder sa diplomatie sur la **prévention** et la résolution non militaire des conflits
- Agir conformément à la **charte des Nations Unies** au principe de la **Culture de la Paix** définie par l'ONU
- S'engager pour le désarmement, en particulier nucléaire, en appelant à la ratification du **Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN)** adopté à l'ONU le 7 juillet 2007 et entré en vigueur en janvier 2021 comme premier pas vers un monde débarrassé des armes nucléaires
- Agir pour la limitation et la fin du commerce des armes pour l'arrêt des ventes d'armes à l'Arabie Saoudite et aux Émirats arabes unis qui tuent des innocents au Yémen pour la défense des traités internationaux de désarmement et favorise leur ratification. Nous demandons que le ministre français des affaires étrangères ne se transforme pas en ministre des ventes d'armes.
- Favoriser **la conversion d'une partie des budgets militaire**s en fonds pour le développement durable, juste et équitable et s'engager résolument dans la lutte contre le dérèglement climatique.
- Réorienter les 13 milliards du fonds européen de défense (dont 7 milliards pour les industriels de l'armement et 3,5 milliards pour la recherche et développement militaire) vers une politique en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et le développement de programmes **Erasmus** et de **mobilité internationale des jeunes**
- Lutter contre les discriminations et favoriser le respect de la diversité linguistique et culturelle, la promotion des droits des femmes comme antidote à la montée des politiques xénophobes, racistes qui mettent en cause les droits humains en particulier les droits des migrants et des réfugiés sous la pression des forces d'extrême droite.
- Opposer à la politique belliciste de l'OTAN, une sécurité commune reposant sur des mesures de confiance et des échanges mutuellement avantageux.

Dans cet esprit la France devrait sortir de l'OTAN et agir pour sa dissolution. L'union européenne devrait mettre à son agenda une conférence paneuropéenne de type Helsinki 1975, associant tous les États de l'Europe géographique y compris la Russie vive la Paix, vive la justice sociale, vive l'amitié entre les peuples !

Roland Nivet (en jaune) et Alain Rouy
Bureau international de la Paix (avec l'écharpe rouge)

Alain Rouy

Membre du Bureau Exécutif du Bureau International de la Paix (IPB Board)

Chers amis,

J'apporte le salut et le soutien du Bureau International de la Paix aux initiatives de ce week-end en Bretagne à l'occasion du sommet des 54 ministres de l'Union Européenne qui vont se réunir très prochainement à Brest.

Rappelons ce qu'est le Bureau international de la Paix, en anglais International Peace Bureau (IPB) : il s'agit de la plus ancienne organisation de la société civile (on ne disait pas encore ONG) dédiée à la paix, fondée en 1891, Prix Nobel de la Paix 1910, bénéficiant du statut Ecosoc auprès de l'ONU. Aujourd'hui, c'est le plus large réseau international d'organisations de paix avec plus de 300 organisations issues de 70 pays *. L'IPB a organisé en octobre 2021 un impressionnant congrès mondial de la paix à Barcelone, avec plus de 1000 participants de 58 pays, de grandes personnalités internationales et 4 lauréats du Prix Nobel de la Paix **.

L'action de l'IPB et de ses nombreux membres, c'est d'organiser des mobilisations pacifistes partout dans le monde, d'élaborer des alternatives à la militarisation croissante des États et des relations internationales et d'effectuer un travail de lobbying auprès des gouvernements et des institutions internationales pour promouvoir des politiques de paix.

Ceci vaut en particulier pour l'Union Européenne qui pourrait et devrait jouer un rôle positif pour promouvoir la paix au lieu, comme elle le fait trop souvent, de s'aligner sur la stratégie belliciste de l'OTAN et des États-Unis. Le sommet des ministres à Brest nous fournit l'occasion de dire ce que nous attendons de l'Union Européenne pour qu'elle agisse en faveur de la paix.

Pour l'IPB, il y a trois priorités à mettre en avant dans l'action des pacifistes en direction de l'Union Européenne :

- Il faut relancer l'idée de **sécurité commune** qui dans les années 70 s'était traduite dans l'Acte final d'Helsinki (1975) et la création de l'OSCE, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Il faut non pas se préparer à une nouvelle guerre froide avec la Russie, mais rebâtir la confiance en prenant des mesures de désescalade et de désarmement, et élaborer un système paneuropéen de sécurité commune engobant la totalité des pays européens, Russie comprise.
- Il faut **mettre en terme à la course aux armements** et refuser l'exigence émise par l'OTAN auprès des États membres de consacrer 2% de leur PIB aux dépenses d'armement. A l'heure de la pandémie et de la crise sanitaire, de la crise climatique et des crises sociales, il y a une nécessité cruciale de consacrer des moyens accrus pour les hôpitaux et la santé, pour l'éducation et les services sociaux, pour les services publics. L'UE a d'autres choix à faire que la course aux armements et la coopération militaire. Que le premier sommet des ministres de l'UE sous présidence française soit consacré aux questions militaires est un symbole détestable pour nos peuples qui attendent autre chose de la construction européenne.
- Il faut **agir pour une Europe sans armes nucléaires,** débarrassée des bombes atomiques des USA stationnées en Allemagne, Belgique, Italie, aux Pays-Bas et en Turquie et des arsenaux nucléaires britannique et français. L'UE doit accompagner le processus d'élimination des armes nucléaires. Trois États de l'UE ont d'ores et déjà ratifié le Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN) : l'Autriche, l'Irlande et Malte ; l'Allemagne et la Norvège ont annoncé leur participation comme observateurs à la 1ère conférence des États-parties au TIAN à Vienne en mars 2022. Il faut que l'UE participe elle-même à cette conférence et mette sa diplomatie au service du désarmement nucléaire.

L'IPB est à vos côtés pour porter ces exigences lors du rassemblement organisé le dimanche 9 janvier à Brest par les pacifistes français, avec le soutien des pacifistes venus d'autres pays européens. Luttons ensemble pour une Europe de Paix !

* IPB – International Peace Bureau | IPB

**Portada – IPB World Peace Congress Barcelona | October 15-17, 2021 (ipb2021. Barcelona)

Shura Dumanic (Croatie)

Animatrice des réseaux de femmes pour la paix dans les Balkans et écrivaine

Bonjour à toutes et tous, bonjour chers amis,

Je suis très contente d'être avec vous aujourd'hui, dans cet événement consacré à la paix en Europe et dans le monde, comme tant de fois jusqu'à présent, pendant des années.

Bien-sûr j'ai pris connaissance de dossier de presse reçu par mail – la déclaration du mouvement pacifiste, l'appel pour une Europe de la paix, etc. – et je ne peux pas que soutenir tout ce qui a été dit.

Pendant des années et des décennies, à diverses occasions, nous avons lutté pour les principes de paix, de droits de l'homme, de coexistence, y compris malgré un ensemble de problèmes sans cesse croissant pendant nos activités. Je profite de cette occasion pour nous encourager en chemin. Rappelons-nous que nous avons fêté il y a quatre ans le succès de notre campagne contre l' arme nucléaire, et aussi le prix Nobel de la paix – c'était un grand succès et une motivation pour nous tous d'agir en avant !

Malheureusement, les problèmes se multiplient, car la racine, la base du problème – le système lui-même résiste à tous les efforts que l'humanité, et pas seulement nos efforts à nous les pacifistes, pour empêcher des guerres dévastatrices et l'effondrement de la civilisation et de la planète.

Ces dernières années, nous assistons à la restauration du concept des frontières dures en Europe, du fait des réfugiés et migrants. Les tendances nationalistes se sont renforcées avec cette politique d'État, mais aussi la xénophobie, l'intolérance et le fascisme. Ils jouent sur la carte de nos différences ethniques ou religieuses et autres, qui par leurs manipulations deviennent les lignes des divisions, chaque jour plus profondes, génératrices de guerre.

Nos expériences et nos leçons apprises durant et après la guerre en Yougoslavie, aujourd'hui toujours plus visible en Bosnie et Herzégovine, en témoignent.

Ici nous avons maintenant la même menace, celle du nationalisme et de la renaissance du fascisme. Mais, ce danger apparait partout en Europe, mais moins visible peut être.

Je crois que cette conférence aussi que l'action prévue pour demain à Brest , confirmera les bons chemins à prendre dans cette lutte pour la paix et déterminera d'autres étapes.

Si permis, je voudrais particulièrement souligner – et ici, je vais répéter la pensée que j'ai exposée plus tôt, que : Pour éviter les conflits et les guerres, pour la vie dans la paix et la prospérité, dans une société européenne qui respecte les droits de l'homme, il est nécessaire que l'Union Européenne prenne des mesures de **dénazification**. Car le nationalisme est l'idéologie la plus dangereuse qui a provoqué deux guerres terribles.

Ce détournement du nationalisme serait aussi une voie vers la démilitarisation. C'est à dire que l'Europe doit prendre en compte nos propositions et celles des européens pour construire la paix par le renforcement des structures régionales, par des réseaux des villes, des collaborations entre les secteurs de production, la culture, l'éducation, enfin d'être plus unie et cohérents, etc.

Par ailleurs, l'Europe doit se retirer de toutes guerres, investir et aider les migrants sur le terrain, dans leurs pays, villes et villages, pour diminuer et empêcher les migrations. Au lieu de la politique des différences et des divisions, nous devons rechercher ce que nous avons en commun, ce qui lie nos destinées, ce qui nous unit en tant qu'êtres humains et nous conduit vers un avenir plus harmonieux.

Ce sera aussi un chemin de paix pour l'Europe même.

Merci pour votre attention. Toujours avec vous dans nos actions pacifistes !

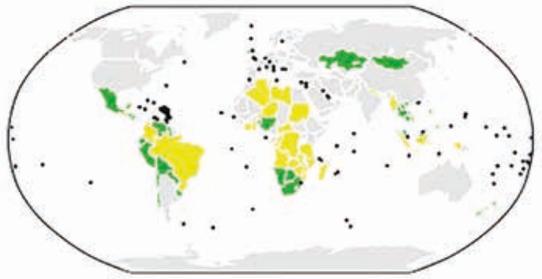
Birgitta Meier

Musée de la Paix de Nuremberg (Allemagne)

Bonjour à toutes et tous !

Je suis Birgitta Meier du Musée de la paix de Nuremberg. Le Musée de la paix est un petit musée privé qui documente l'histoire du mouvement pour la paix et qui et qui se consacre à l'éducation à la paix. L'une de nos priorités est la lutte pour un monde sans armes nucléaires. C'est pourquoi nous essayons de diffuser les connaissances sur le traité d'interdiction des armes nucléaires – TIAN. Le 22 janvier, ce traité fête son anniversaire: oui, il a déjà un an. En mars, les États signataires se réuniront à Vienne. Et il doit y avoir une forte participation de la société civile. C'est pourquoi nous avons organisé une délégation de jeunes avec laquelle nous nous rendrons à Vienne. Et en préparation de cet événement, nous diffusions la connaissance du traité.

Car ici, chez nous – et je crains que ce soit le cas dans toute l'Europe – l'opinion publique est que le traité n'a été signé que par des États insignifiants. Mais regardons la carte :



L'Europe n'est pas le nombril du monde!

Donc – la plus grande partie du monde veut interdire les armes nucléaires ! Mais, malheureusement, l'Europe donne le mauvais exemple ! Ici, seuls quelques pays ont signé. L'Autriche est une exception glorieuse. L'Irlande aussi. "Europe – projet de paix" est un slogan que nous entendons ici à chaque campagne électorale, en particulier de la part des Verts ! Oui, c'est ce que nous voulons aussi ! L'Europe comme projet de paix. Malheureusement, c'est le contraire qui se développe en ce moment! L'Europe s'arme ! Et la ministre des Affaires étrangères des Verts allemands, je suis désolée de le dire, elle agit en tant que Faucon. La ministre des Affaires étrangères Baerbock est en effet membre de l'Atlantikbrücke: le "Pont de l'Atlantique" est le représentant de la politique étrangère américaine en Europe. Il est une association privée allemande d'élites allemandes - environ 500 personnes - qui doit jeter un pont économique, financier, éducatif et militaire vers les États-Unis. On pourrait aussi dire que c'est le fan-club américain en Allemagne.

La semaine prochaine, Mme Baerbock sera chez vous à Brest. Il s'agit d'augmenter la coopération militaire européenne et d'accroître les dépenses d'armement, comme le veut l'OTAN. Le traité de Lisbonne interdit le financement des dépenses d'armement via l'Union européenne. Car l'UE comprend également des États neutres qui ont résisté et résistent à la logique de confrontation, comme l'Autriche ou l'Irlande ou la Finlande et autres. On tente aujourd'hui de contourner ce traité de Lisbonne. Les États dirigeants de l'UE tentent d'imposer la politique de confrontation de l'OTAN avec la Russie – oui, et bientôt avec la Chine – au sein de l'UE également.

En tant que citoyens européens, nous disons NON à une nouvelle guerre froide ! La maison européenne ne doit pas devenir une caserne européenne ! Et la Russie fait aussi partie de l'Europe. **La sécurité n'est possible qu'ensemble – c'était l'idée de base de l'ancienne politique de détente de Willy Brandt et d'autres**. Nous avons besoin d'une nouvelle politique de détente ! Nous avons besoin d'un renforcement de la coopération internationale, comme l'OSCE. Et – bien sûr – nous avons besoin d'une **initiative européenne de renoncement aux armes nucléaires**. Car cela pourrait être un projet de paix pour l'Europe ! Travaillons ensemble pour cela !

Ludo de Brabander

Responsable de Vrede, Mouvement Belge de la Paix et animateurs au plan international du collectif international (non à la Guerre, Non à l'Otan) Pour une Europe de la paix

La militarisation de l'Union européenne est inscrite dans le traité de Lisbonne. Selon l'article 42.3, les États membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires. Ce mandat d'armement doit être réaliser avec l'aide de l'**Agence européenne de défense** (AED), crée en 2004 quelques années avant l'entrée en vigueur de la traité de Lisbonne. En vertu du traité, la mission de l'AED est pour "renforcer la base industrielle et technologique du secteur de la défense". Donc de servir les intérêts de l'industrie militaire.

Depuis la publication de la "**Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité commune**" à l'été 2016, la militarisation s'est accélérée. La politique "America first" sous le président Trump et la décision britannique de quitter l'UE (2016) n'y sont pas étrangers. De plus, l'environnement stratégique a radicalement changé. Les États-Unis restent la superpuissance la plus importante, mais doivent tolérer la Chine et la Russie en tant que puissances émergentes. L'OTAN parle de "rivaux stratégiques".

A peine quelques mois après la publication de la 'Stratégie Globale', la Commission européenne a proposé un **plan d'action européen de la défense** avec un **Fonds européen de la défense** qui est un instrument pour subventionner l'industrie militaire. Pour la période 2021-2027, ce Fonds européen de la défense a prévu près de 8 milliards d'euros : 2,7 milliards d'euros pour la recherche commune de défense et 5,3 milliards d'euros pour le développement des capacités militaires communes.

Parallèlement, la **Coopération Structurée Permanente** (PESCO article 42.6 du Traité de Lisbonne) est également activée. 25 États membres de l'UE y participent. Ils s'engagent à consacrer 20 % de leurs budgets de défense à des investissements militaires et à augmenter "régulièrement" les budgets de défense. Tous les deux ans, les pays PESCO établissent une liste de projets communs. Entre mars 2018 et fin 2021, un total de 60 projets militaires ont été choisi.

En outre, en 2016, comme proposé dans la stratégie globale de l'UE, la **coopération UE-OTAN** s'est approfondie avec une déclaration conjointe lors du sommet de l'OTAN à Varsovie. UE et l'Otan ont décidé de coopérer dans plusieurs domaines, même si seuls 21 des 28 États membres de l'UE sont également membres de l'OTAN.

La militarisation croissante de l'Union européenne est également très visible dans le domaine de la surveillance des frontières extérieures de l'UE. **Frontex** (Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes depuis 2016) est chargée du « contrôle des migrations » et de la lutte contre la criminalité transfrontalière. En pratique, cela implique la protection militaire des frontières de l'UE, entraînant des contrats de dizaines de millions euro pour l'industrie militaire et de sécurité.

Le 22 mars 2021, le Conseil de l'Union européenne est parvenu à un accord sur la création d'une **Facilité européenne pour la paix** (FPE). Le nom choisi est trompeur car il s'agit d'une structure militaire qui finance des coûts communs de missions dans le cadre de la politique militaire européenne de sécurité et de défense. La facilité européenne pour la paix permettra à l'UE de former et d'équiper des soldats de pays tiers avec des armes mortelles. Ceci malgré les experts – y compris la société civile – qui craignent que le fonds n'exacerbe les conflits et contribue aux violations des droits humains dans les régions instables. En décembre 2021, le conseil de l'UE a décidé de renforcer la capacité militaire de l'ukraine dans le cadre de la facilité européenne pour la paix. C'est également le cas pour Mali, la Géorgie et la Moldavie.

Depuis 2019, l'équipe autour de Josep Borrell, le haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité, travaille sur une "**boussole stratégique**". Concrètement, il s'agit d'un projet de stratégie militaire pour les cinq à dix prochaines années, comparable au Concept stratégique de l'OTAN. L'une des propositions les plus importantes de la boussole stratégique est la création d'une force militaire rapidement déployable de 5 000 soldats, de composition modulaire comprenant des composantes terrestres, aériennes et maritimes. Un accord devrait être trouvé lors de la réunion des ministres des affaires étrangers et de défense à Brest.

Désarmement ?

Le mot désarmement a disparu du discours politique Européen et n'apparaît pas dans le texte du traité qui demande au contraire (art 43 paragraphe 3), que les États membres s'engagent à "améliorer progressivement leurs capacités militaires".

On est loin du débat de la période peu avant et après la fin de la guerre froide, qui a commencé en Europe avec la conclusion de l'**Acte final d'Helsinki** en 1975 lors de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Cet accord reconnaissait l'indivisibilité de la sécurité en Europe. Ses signataires s'engageant à s'abstenir de menaces militaires et à résoudre leurs conflits de manière pacifique. Selon l'Acte final, l'objectif ultime est le "désarmement général et complet".

Il y a peu de place pour une réflexion critique sur les responsabilités européennes dans l'évolution des problèmes de sécurité. Par exemple, la stratégie globale de l'UE déclare que la prolifération des armes de destruction massive constitue « une menace croissante pour l'Europe et le reste du monde ». Cependant, la France, membre de l'UE, continue d'investir massivement dans son arsenal nucléaire. Quatre autres États membres de l'UE (Belgique, Allemagne, Italie et Pays-Bas) abritent des bombes nucléaires américaines dans le cadre du partage nucléaire de l'OTAN.

Un autre exemple est le rôle de l'Europe en tant qu'exportateur d'armes. L'Union Européenne est responsable de 26 % des exportations mondiales des armes. Selon les données européennes officielles dans le cadre de la position commune sur les exportations d'armes, l'Arabie saoudite a été le pays de destination le plus important au cours des 20 dernières années avec des licences d'exportation d'une valeur de 35 milliards d'euros. Plus de la moitié de cette somme a été allouée après 2015, année où le pays a déclenché une guerre au Yémen faisant de nombreuses victimes civiles.

Plusieurs pays européens ont également été impliqués dans des guerres déstabilisatrices dans des pays comme l'Afghanistan, l'Irak et la Libye.

Un Europe de la paix

Nous avons besoin d'une autre politique de sécurité pour l'Union européenne :

1. Stop à la **militarisation des problèmes économiques, sociaux et environnementaux.** Pour les causes profondes des conflits violents (matières premières, inégalités, changement climatique, érosion agricole, politique commerciale faussée, commerce des armes,…) il n'y a pas des solutions militaires, elles doivent être combattues à la racine.
2. Stop au n**éocolonialisme et à l'impérialisme européens.** L'Union Européenne elle-même est une force motrice des insécurités humaines et doit changer sa politique. le renforcement militaire ne doit pas servir les intérêts géopolitiques. Une réflexion approfondie s'impose sur les conséquences des interventions militaires.
3. Stop à l'augmentation des budgets militaires. Les ressources financières sont nécessaires pour i**nvestir dans la sécurité humaine** (la santé, le progrès social, l'environnent,…).
4. Stop à la politique de confrontation. Réorientation vers une politique de la "**sécurité commune**". La sécurité est indivisible. L'expansion de l'OTAN est une menace pour la sécurité de l'Europe. Il faut revenir aux principes de l'Acte final de Helsinki. Il est temps pour un Helsinki II.
5. Stop à L'armement qui ne peut pas être un objectif. Il faut une politique de **désarmement active**. Les armes nucléaires sont une menace planétaire. Le désarmement nucléaire doit être une priorité, tout comme la lutte contre le changement climatique.
6. Stop aux **commerces des armes** vers les zones de conflits.
7. Stop à l'**influence du complexe militaro-industriel**. Il devrait y avoir des lignes de démarcation plus claires entre les structures politiques et de lobbying, afin qu'il y ait plus de garanties que la PSDC n'est pas soumise aux intérêts de l'industrie militaire.

Eduardo Lima

Conseil portugais pour la paix et la coopération

Chers amis,

Permettez-moi, au nom du Conseil portugais pour la paix et la coopération, de commencer par exprimer nos salutations à vous tous et, en particulier, au Mouvement de la Paix, que nous remercions pour l'invitation à participer à cette importante initiative.

Notre présence témoigne de l'importance que nous accordons à cette initiative visant à dénoncer le sommet des ministres de l'UE à Brest et ses objectifs bellicistes. Une initiative qui, en rassemblant les forces de paix, affirme la défense de la paix et du désarmement comme la voie qui sert réellement les intérêts des peuples d'Europe et du monde entier.

La situation en Europe et dans le monde est caractérisée par une instabilité et une insécurité croissantes, une situation qui s'aggrave en raison de l'escalade de l'agressivité promue par les États-Unis d'Amérique et leurs alliés, y compris l'OTAN et l'UE.

Ils sont les principaux responsables de l'augmentation des dépenses militaires, de la course aux armements pour de nouvelles armes encore plus sophistiquées et destructrices – en particulier les armes nucléaires – de l'escalade de l'ingérence, des menaces, des provocations, des opérations de déstabilisation, de l'imposition de sanctions et de blocus militaires et des agressions contre les peuples et les pays qui osent affirmer leur souveraineté et leurs droits, et du non-respect des principes de la Charte des Nations unies et du droit international.

Contrairement à ce que certains ont proclamé, la nouvelle administration américaine, dirigée par Biden, malgré des différences tactiques et circonstancielles, a essentiellement maintenu sa stratégie visant à imposer l'hégémonie mondiale des États-Unis, illustrée par ses efforts pour étendre les alliances et les partenariats militaires au-delà de l'OTAN, comme AUKUS ou QUAD, en poursuivant les agressions brutales et en imposant des blocus cruels, en intensifiant la politique de confrontation contre la Chine et la Russie, identifiées comme les adversaires stratégiques des États-Unis.

En Europe, nous avons assisté à la militarisation de l'Union européenne avec la "Coopération structurée permanente" (PESCO), la création d'un soi-disant "Fonds européen de défense", la mise en œuvre d'un programme pour le développement de l'industrie de l'armement, ou avec les soi-disant "groupes de combat" de l'UE, qui impliquent non seulement l'utilisation de plus de moyens financiers de l'UE pour sa politique belliciste, mais aussi l'augmentation des dépenses militaires dans chacun de ses pays membres.

La militarisation de l'UE et la création de la soi-disant "armée européenne" est un processus qui – non sans contradictions – converge avec la politique étrangère américaine, où l'UE assume le rôle de pilier européen de l'OTAN et sa militarisation en tant que complément à ce bloc politico-militaire agressif.

La "boussole stratégique" de l'Union européenne, c'est-à-dire la proposition d'un concept stratégique qui vise à relancer la capacité stratégique autonome d'intervention militaire de l'UE – toujours adaptée aux intérêts des grandes puissances de l'UE, en particulier la France – devrait être adoptée lors du Conseil européen qui se tiendra en mars, pendant la présidence française, et avant la définition du prochain concept stratégique de l'OTAN, qui devrait être adopté lors du sommet qui se tiendra à Madrid les 29 et 30 juin.

L'association du Portugal à la militarisation de l'UE signifie un pas de plus dans la subordination et le conditionnement de sa politique étrangère à l'UE. Il convient de rappeler que, en faisant fi des principes inscrits dans la Constitution portugaise, les gouvernements successifs se sont engagés dans l'OTAN et son action criminelle, envoyant des troupes portugaises dans des actes d'agression contre d'autres peuples.

Ces faits soulignent l'importance de notre réunion d'aujourd'hui et de la manifestation de demain, montrant que les forces qui défendent la paix sont unies et déterminées à dénoncer et à se mobiliser contre le militarisme, la guerre et toutes les formes d'agression dans les relations internationales.

En novembre dernier, le CPPC a organisé, au Portugal, une réunion des organisations membres du Conseil Mondial de la Paix en Europe. Cette réunion a été un moment d'échange d'expériences sur les actions de défense de la paix qui se développent dans chaque pays, et a réaffirmé la nécessité de renforcer la lutte pour la paix et la coopération entre les mouvements de paix des différents pays.

Dans ce contexte, nous avons eu le plaisir d'accueillir le Mouvement de la Paix de France, qui, entre autres, nous a transmis ses expériences en faveur de l'élargissement de la lutte pour la paix, de la dénonciation de la menace que représentent les armes nucléaires et de la nécessité de leur élimination, du lien entre la lutte pour la paix et les questions écologiques, ou encore de son intention de mener des initiatives pour dénoncer le Sommet des Ministres de l'UE à Brest, avec une grande mobilisation des forces de la paix et qui nous a amenés ici aujourd'hui.

C'est également dans cet esprit de coopération, de mobilisation et de renforcement des actions de défense de la paix que nous soutenons la proposition présentée par CEDESPAZ, une organisation espagnole membre du Conseil Mondial de la Paix, de mener des initiatives contre le sommet de l'OTAN à Madrid, qui aura lieu les 29 et 30 juin 2022.

La militarisation de l'UE, qu'elle soit complémentaire ou non de l'OTAN, constitue une menace pour la paix qui doit être arrêtée. A cette fin, la clarification et la mobilisation de tous ceux qui défendent la paix est déterminante.

Il est donc urgent :

- d'exiger la fin de la militarisation de l'UE et de ses missions d'ingérence dans plusieurs pays ;
- dire non à l'OTAN et exiger sa dissolution
- dire non à la course aux armements et exiger une réduction des dépenses militaires et l'abolition des armes nucléaires et autres armes de destruction massive ;

En poursuivant la campagne "Oui à la paix ! Non à l'OTAN !", commencée en 2010, le CPPC continuera avec persévérance, en convergeant avec toutes les organisations et les militants qui défendent la cause de la paix, à promouvoir des actions contre la militarisation de l'UE et de l'OTAN.

Il n'a jamais été aussi important de défendre les principes de la Charte des Nations Unies et du droit international, le droit des peuples à l'autodétermination, la souveraineté et l'indépendance nationales, la solution pacifique des conflits internationaux, le désarmement universel, simultané et contrôlé, la dissolution des blocs politico-militaires, la coopération entre les peuples et les pays pour l'établissement d'un système de sécurité collective, en vue de créer un nouvel ordre international de paix et de progrès social.

Il est urgent de renforcer la lutte pour la Paix et de mobiliser toutes les forces éprises de paix pour défendre ces principes et ces aspirations – vous pouvez compter sur le CPPC pour cette lutte juste et nécessaire.

POUR UN ESPACE EUROPÉEN DE PAIX ET DE SÉCURITÉ COMMUNE EN EUROPE

- Non à la guerre ! Non à l'OTAN !
- Oui à la ratification du Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires par la France et tous les États du monde
- Résolution politique et diplomatique des conflits

LA FRANCE ET L'UNION EUROPÉENNE DOIVENT AGIR RÉSOLUMENT POUR :

- La paix, le climat, le désarmement nucléaire
- La justice sociale et les droits humains
- Un accueil digne pour les migrants

STOP LES GUERRES - STOP LES VIOLENCES - STOP LA MISÈRE

PAIX ! Diminution des dépenses militaires - Désarmement nucléaire
Satisfaction des besoins sociaux - Éducation - Emploi - Santé

LE MOUVEMENT DE LA PAIX

COLLECTIF NATIONAL « EN MARCHE POUR LA PAIX »

Contacts Presse du Mouvement de la Paix (Bretagne et Ouest) :

- **Roland Nivet**, Porte parole national du Mouvement de la Paix et collectif Bretagne du Mouvement de la Paix / 0685028714
- **Noelle Peoch**, Brest et Finistère (29) / 0769261834 & Christian Colimard, Concarneau / 0667904264
- **Françoise Le loarer,** Côtes d'Armor (22) / 0632364256
- **Joel Bouglouan**, Morbihan (56) / 0678956217
- **Reine Thore**, Ille-et-Vilaine (35) / 0671889876
- **Michelle Moinard**, Loire Atlantique (44) / 0769705246
- **Annick Martin**, Maine-et-Loire, Angers (49) / 0670762084
- **Claudine Gueguen**, Nord Finistère, Morlaix (29) / 0686994469